

Pourquoi il faut en finir avec le « libre » échange

Il y a encore des gens progressistes - peut-être sous l'effet du tabou néolibéral frappant le « protectionnisme », ou d'un « réalisme » trop fataliste - qui disent que le « libre » échange est acceptable, *si* il est accompagné par des garanties pour les droits sociaux et environnementaux. Mais le libre échange est par nature une réduction drastique de ces droits. Autant dire que le cannibalisme est acceptable, *si* on observe un régime végétarien !

Pour la souveraineté populaire

Le « libre » échange est par définition *une réduction maximale du droit d'un pays de contrôler ces échanges extérieurs en fonction de l'intérêt général, par des régulations, tarifs, etc.*

Pire encore, les accords de « libre » échange réduisent aussi drastiquement *le droit d'un gouvernement de gérer son économie interne* :

- Les entrées et sorties de capitaux sont aussi « libérées », exposant le pays aux mouvements spéculatifs et autres manipulations.

- Les lois environnementales (sur la pollution, le recyclage ou l'étiquetage des produits, par ex.) ou sociales peuvent être attaquées comme des « restrictions du commerce ». Par contre, les lois sur les brevets sont durcies, pour favoriser les monopoles !

- Une transnationale qui s'estime lésée par une législation peut porter plainte devant un tribunal arbitral à l'étranger, dont les « juges » sont gagnés aux intérêts des transnationales.

Un « libre » échange qui respecte les droits des peuples de gérer leurs affaires comme ils l'entendent ? D'accord ! Mais c'est ce qu'on appelle généralement le « protectionnisme » !

Pour la justice sociale et environnementale

Personne ne s'oppose aux échanges internationaux qui sont vraiment nécessaires (du café, par ex.!), et s'ils respectent les droits et intérêts de toutes les parties. Mais en réalité, *les « avantages comparatifs » qui rendent profitables l'immense majorité des échanges se résument le plus souvent à la surexploitation des travailleurs ou de la nature.* En effet, aujourd'hui les techniques de production se sont mondialisées. L'avantage des transnationales est surtout de produire dans les pays à bas salaires et sans protection de l'environnement.

Le jugement de l'histoire

Depuis deux siècles – depuis l'essor de la Grande Bretagne et des Etats-Unis jusqu'au Corée et à la Chine, aucun pays n'a « décollé » sans protéger ses industries naissantes. A contrario, l'ouverture forcée des frontières a désindustrialisé et plongé dans la misère des dizaines de pays (Le Mexique, l'Argentine ou encore l'ex-URSS en sont des exemples éminents.), car les industries plus puissantes et productives des pays dominants écrasent les industries locales. De ce point de vue, le « libre » échange n'est qu'une forme de néocolonialisme. Cela dit, en favorisant le gigantisme et les monopoles, le « libre » échange est aussi destructif pour les pays riches. En Europe, il élimine impitoyablement la paysannerie, par ex.

Trois raisons évidentes pour au contraire *re-localiser* l'économie

- Plus un peuple subvient à ses propres besoins, plus il est réellement souverain et libre.
- Plus grande est la distance entre différentes parties d'une entreprise – entre la mine ou l'usine et les consommateurs et actionnaires, entre les exploité(e)s et pollué(e)s d'une part et ceux qui en profitent de l'autre – plus grande est la difficulté de la contrôler démocratiquement.
- Par ailleurs, le changement climatique et l'épuisement des énergies fossiles exigent de réduire au maximum les transports inutiles.

Le « libre » échange vise à maximiser le commerce international. Les transnationales y ont intérêt, puisqu'elles le contrôlent! Mais ce sont bien les seules. Déjà, Keynes disait que c'étaient les hommes et les idées qui devaient voyager, plutôt que l'argent et les marchandises.